

Les jours fériés

Exception faite du 1^{er} mai, le repos des jours fériés n'est obligatoire que pour certaines catégories de travailleurs : les jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans et les apprentis.

En vertu des usages ou de la coutume, ces jours sont généralement chômés, c'est-à-dire non travaillés, lorsque le fonctionnement du service n'en est pas affecté.

Les jours fériés constituent des jours de congés supplémentaires rémunérés, accordés au-delà des cinq semaines légales de congés payés.

Les dispositions générales relatives aux jours fériés

En application de [l'article L.621-8 du Code Général de la Fonction Publique](#), les fêtes légales fériées dont bénéficient les agents publics sont celles énumérées à [l'article L. 3133-1 du Code du travail](#), à savoir :

- **Jour de l'an** : 1^{er} janvier,
- **Lundi de Pâques** : lendemain du dimanche de Pâques,
- **Fête du travail** : 1^{er} mai
- **Victoire 1945** : 8 mai,
- **Ascension** : jeudi, 40 jours après le dimanche de Pâques,
- **Lundi de Pentecôte** : suivant le 7^{ème} dimanche après Pâques,
- **Fête nationale** : 14 juillet,
- **Assomption** : 15 août,
- **Toussaint** : 1^{er} novembre,
- **Armistice 1918** : 11 novembre,
- **Noël** : 25 décembre

Si, par principe, le jour férié n'est pas travaillé, il est néanmoins rémunéré. Toutefois, les agents publics peuvent être amenés à exercer leurs fonctions sur un jour férié, si les nécessités de service le justifient.



Aucune délibération n'est nécessaire pour autoriser le travail des agents publics sur un jour férié.

Il appartient de distinguer selon **trois situations** :

1. Le jour férié n'est pas travaillé

Il n'entre pas dans le calcul du temps de travail effectif (1607 heures pour un temps complet) mais il entre dans la formule de calcul du temps de travail rémunéré (1820 heures pour un temps complet).

En effet, la durée du travail effectif (1607 heures) est déterminé en décomptant du temps de travail rémunéré (1820 heures) :

- Les congés annuels,
- Les jours fériés.

Concernant les jours fériés, **un forfait de 8 jours fériés** est décompté comme temps de travail rémunéré. Ce forfait correspond au nombre de jours fériés moyen tombant sur un jour travaillé par année civile.

Ainsi, le jour férié est par principe non travaillé et rémunéré par l'employeur public.



Le jour férié non travaillé ne donne pas droit à récupération par l'agent public.

2. Le jour férié est travaillé dans le cadre de l'activité habituelle

Il entre dans la formule de calcul de la durée de travail effective annuelle (1607 heures pour un agent à temps complet) comme un jour travaillé.

Il n'y a aucune incidence sur le traitement de l'agent. Toutefois, l'agent pourra percevoir **l'indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés** (si la collectivité a délibéré en ce sens, car ce n'est pas une obligation) à hauteur de 0,74 € de l'heure, si elle a été instaurée par l'organe délibérant.



Pour les agents de la filière médico-sociale, une indemnité forfaitaire peut être accordée lorsqu'ils exercent leurs fonctions un jour férié.

3. Le jour férié est travaillé à titre exceptionnel

Le caractère inhabituel du travail se traduit par une compensation au moyen de **deux modalités différentes** :

- **En paiement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)** au taux de l'heure des dimanches et jours fériés (pour les agents de catégories C et B ainsi que les agents contractuels de droit public) :
 - o Pour les 14 premières heures : ((taux horaire de base x 1,25) x 2/3)).
 - Pour les heures au-delà : (taux horaire x 1,25) + ((taux horaire x 1,27) x 2/3))

Au moyen d'une récupération en temps de repos, sur le fondement d'une délibération.

La journée du 1^{er} mai :

1. Pour les agents publics

Le 1^{er} mai est un **jour férié obligatoirement chômé et rémunéré comme une journée habituellement travaillée par l'agent public.**

Au même titre que les autres jours fériés, la journée du 1^{er} mai entre en compte dans les 1 820 heures qui correspondent au temps de travail rémunéré.

Ce jour chômé implique une interdiction de travailler des agents publics à l'exception de certains services qui, en raison de la nature de leur activité, ne peuvent interrompre le travail (*sécurité, surveillance, etc.*).

Dans ce cas, il appartiendra à l'autorité territoriale d'appliquer les règles de majoration de rémunération ou de récupération tels que précitées.

2. Pour les agents de droit privé

Les agents de droit privé (*apprentis, PEC, etc.*) bénéficient des dispositions du Code du travail. À ce titre et s'ils travaillent le 1^{er} mai, ils ont droit, en plus du salaire correspondant au travail effectué, à une indemnité égale au montant du salaire journalier.

Remarque

Suite à l'entrée en vigueur du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), l'article L.621-9 de ce Code prévoyait un alignement de la gestion du 1^{er} mai des agents publics à celle des agents de droit privé dans les conditions fixées aux articles L.3133-4 et L.3133-6 du Code du travail.

Cette rédaction laissait planer un doute sur la rémunération versée aux agents publics exerçant leur fonction le 1^{er} mai puisque l'article L.3133-6 du Code du travail accorde aux salariés travaillant le 1^{er} mai, en plus de leur salaire, une indemnité égale au montant de ce salaire.

Le Gouvernement, au moyen de la loi de finances pour 2023, a corrigé cette erreur liée à la création du CGFP, qui avait pour conséquence de doubler la rémunération pour le jour du 1^{er} mai.

Ainsi, le 1^{er} mai demeure rémunéré selon les modalités précitées.

